PRIX DE L'ABONNEMENT: Pour Lyon et le département du Rhône, 46 francs pour trois mois, 32 francs pour six mois, 64 francs pour l'année.

Hors du département, I f. de plus par trimestre. Un numéro : 25 c. - Annonces : 25 c. la ligne.

LE CENSEUR

JOURNAL DE LYON.

ON S'ABONNE :

A LYON, au bureau du journal, rue des Célestins, no 6,

A PARIS, cher MM. LEJOLLIVET et COMPe, directeurs de et chez M. DEGOUVE-DENUNCQUES, rue Lepelletier, no 3.

Les lettres et envois concernant la rédaction doivent être duressés, francs de port, à M. RITTIEZ, rédacteur en chef du tournal

LE CENSEUR insère gratuitement tous les Articles, Lettres et Documents ayant un but d'utilité publique et revêtus de signatures commuss. LE CENSEUR paraît tous les jours excepté le mardi. - Il donne les nouvelles VINGT-QUATRE MEURES avant les journaux de Paris.

Lyon, le 6 février 1848.

M. le ministre des affaires étrangères a essayé de répondre à M. Thiers sur la question suisse; s'il fallait juger de la valeur de ces deux hommes d'état qui depuis quinze ans ont exercé une si grande influence, par l'élévation de la pensée et la beauté de la forme de leurs discours, tout l'avantage resterait à M. Thiers. Autant il a été incisif, net, précis, autant M. Guizot s'est montré pâle, embarrassé, diffus. On ne nous soupçonnera pas de partialité pour l'ancien ministre, nous l'avons combattu quand il était aux affaires, nous nous sommes expliqués clairement sur son compte; nous pouvons donc lui rendre justice. Nous sommes loin de partager ses idées sur le radicalisme, que nous regardons comme seul capable de sauver la Suisse, la France et l'Europe des commotions qui les attendent encore; mais ce ne sont pas ces idées que nous voulons débattre en ce moment; nous nous bornons à relever ce qu'il y a de plus faux, de plus exagéré dans les paroles du président du

« M. Thiers voit encore en Suisse comme en France la lutte » de deux partis. Moi, je crois que l'ère de la paix est venue » pour tout le monde. » Telles sont les paroles de M. Guizot, paroles menteuses et qui jurent avec tous les actes de son ministère. M. le ministre croit que tout le monde en Suisse aspire à la paix, et il souffre la guerre, lui, lui seul! Le Sonderbund n'a pas de vitalité, il lui en donne. Ce serait folie à la ligue des sept de nourrir la moindre espérance de triomphe; c'est M. Guizot qui lui envoie des armes, des munitions, qui lui promet l'intervention de la France, de l'Europe, contre les radicaux suisses! Il croit à la paix aujourd'hui parce qu'il est vaincu avec les jésuites et avec les moines; il croit à la paix parce que l'Angleterre a refusé de suivre sa politique ; il croit à la paix parce qu'il n'ose pas intervenir! Quel homme d'état! La noble et grande politique que la sienne! Comme il a bien prévu les événements! comme il les a bien dirigés!

« Nous avons été provoqués pour entrer dans la voie de l'in-» tervention et de l'injonction, a dit encore M. Guizot; nous » nous y sommes toujours opposés. » On aimerait à combattre ses adversaires sur le terrain des idées; mais, quand les faits qu'ils avancent sont faux, on ne saurait se dispenser de le leur dire, de les suivre dans la voie qu'ils ouvrent à la discussion. Eh bien! nous le disons hautement, M. Guizot trompe ceux qui l'écoutent ; ce n'est pas lui qui a été provoqué à intervenir, à faire des injonctions ; c'est lui, au contraire , qui a offert une intervention et l'appui de son influence. Nous avons vu des partisans du Sonderbund, des membres du gouvernement des divers cantons qui faisaient partie de l'alliance, des officiers de son armée, nous les avons entendus se plaindre amèrement d'avoir été trompés par le cabinet français. - Croyez-vous donc, disaient-ils, que nous soyons aveugles? Nous savions bien que la majorité de la Suisse était contre nous, que nous ne pouvions pas triompher seuls ; nous n'aurions jamais songé à engager la lutte, le ministère français nous y a poussés; il a caressé nos opinions, flatté nos espérances, éveillé nos désirs; c'est lui qui nous a entraînés au combat en nous promettant son appui. Pourquoi aurions-nous douté, quand il nous envoyait des armes? Notre tort est d'avoir eu confiance dans ses promesses.

Voilà ce que disent partout, hautement, sans être démentis, les hommes qui appartenaient au parti vaincu, et qui se sont un moment exilés pour échapper à une responsabilité qu'ils ont cru dangereuse. M. Guizot sait tout cela comme nous, mais il sait bien aussi que les hommes trompés par lui ne viendront pas lui donner un démenti à la tribune, et c'est pourquoi il altère la vérité et trompe le pays.

Pour la seconde fois, depuis que la discussion de l'adresse est commencée, M. Guizot a reproché aux hommes d'état

suisses d'avoir des organes exprimant leur pensée. Voyezvous ce grand crime! M. le ministre des affaires étrangères n'a pas, lui, des journaux qui le défendent en toute circonstance, qui lui sont attachés par des liens secrets. Le Moniteur Parisien n'est pas son organe; l'Epoque n'était pas à la solde du pouvoir, cela a été bien et dûment prouvé par le procès débattu devant le tribunal civil de Paris; les Débats ne sont pas toujours prêts à le défendre, quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, à le suivre dans ses tergiversations, dans ses semblants de libéralisme, dans ses reculades; M. Guizot se borne à exprimer ses pensées à la tribune, à les manifester par ses actes; il a bien le droit de se plaindre que les hommes qui viennent de sauver leur patrie aient des organes dévoués, n'est-ce pas ? Qu'est-ce donc qu'un ministre tombant dans de pareilles puérilités, usant de telles armes?

« M. Thiers disait hier qu'il y avait une lutte entre la révo-» lution et la contre-révolution. Je proteste que ce fait est » faux. Il n'y a pas plus de lutte semblable en Suisse que chez » nous. » Quand on entend M. Guizot, ce chef ardent d'un ministère de réaction, tenir un pareil langage, n'a-t-on pas le droit de hausser les épaules, de sourire de pitié? Des gens qui n'ont pas même le courage d'avouer leur pensée! Mais qu'a donc fait le cabinet depuis plus de sept ans qu'il est aux affaires, qu'il gouverne la France? Est-ce que la contre-révolution n'est pas partout, non pas latente, non pas timide, mais marchant le front levé, agissant avec ensemble, avec une pensée de suite qui ne s'est pas démentie un jour? Qu'est-ce donc que la révolution dans les temps pacifiques, si ce n'est pas le progrès? et quel progrès ont-ils réalisé les hommes qui sont au pouvoir? lequel n'ont-ils pas combattu? quelle institution ont-ils développée, en partant du principe révolutionnaire, en s'appuyant sur lui?

Est-ce au nom de la révolution qu'on permet à l'Autriche de s'emparer de Cracovie et d'ordonner, d'organiser, de soudoyer les massacres de Gallicie? Est-ce au nom de la révolution qu'on a aidé Christine à renverser Espartero en Espagne? Estce au nom de la révolution qu'on est intervenu contre le peuple portugais? Est-ce au nom de la révolution qu'on laisse grandir les corporations religieuses en faussant les lois, qu'on protége les jésuites, qu'on supprime les chaires de professeurs qui lui restent fidèles, qu'on prend parti pour les ignorantins contre les écoles mutuelles, qu'on prépare une loi sur l'enseignement, qu'on évoque de la poussière de Saint-Denis une institution qui serait ridicule si elle n'avait pas un but politique? Est-ce au nom de la révolution qu'on maintient la désorganisation des gardes nationales, qu'on poursuit la presse avec un incroyable acharnement, qu'on ose contre elle ce qu'on n'avait pas tenté depuis dix-sept ans? Est-ce au nom de la révolution qu'on refuse avec obstination toutes les réformes politiques et financières réclamées avec justice par la

Oui, il y a deux principes en présence, celui de la révolution et celui de la contre-révolution; ce n'est pas seulement en France, mais en Suisse, en Italie, en Espagne, en Portugal, et c'est ce dernier que M. Guizot veut faire triompher partout. Il le niera en vain, ses actes sont plus significatifs que ses paroles.

Affaires de Suisse.

BERNE, 2 février. - Nous avons aujourd'hui à remplir un devoir envers nos confédérés du Valais. On connaît les exagérations et même les calomnies qui ont été lancées du haut de la tribune de la chambre des pairs contre le gouvernement de ce canton en même temps que contre la Suisse libérale. Dans une des dernières séances de son grand conseil, la commission a proposé à l'unanimiié d'inviter le conseil d'état à prendre des mesures promptes et efficaces pour repousser les calomnies répandues à l'étranger

Bernard et du Simplon. A cette occasion, un des meilleurs orateurs du grand conseil valaisan, M. Pottier, a prononcé un discours où il s'est élevé avec véhémence notamment contre une expression aussi brutale que peu méritée appliquée au Valais. « Cette expression, a-t-il dit, peut être devenue parlementaire ailleurs; elle ne l'est point en Valais, et il est faux qu'on ait envoyé des commissaires au Saint-Bernard, accompagnés de baionnettes, pour y voler. »

Nous arrivons à la partie essentielle du discours de M. Pottier. La voici : Nous avons aussi suivi le sentier qui a conduit le noble pair sur les lieux auxquels son discours vient d'acquérir une nouvelles célébrité; nous nous y sommes pénétrés autant que lui des sentiments de respect, de vénération, de gratitude et d'admiration pour les cénobites du Mont-Joux, qui, suivant les traces de leurs prédécesseurs, se dévouaient au secours de l'humanité dans ces déserts de la destruction et de la mort. Mais nous savons, ce qu'il paraît ignorer, combien les chanoines du Saint-Bernard ont démérité du peuple valaisan par leur conduite peu conforme à la vie monastique dans nos affaires politiques des dix-sept dernières années de ce siècle, et notamment depuis le commencement de la crise qui nous agite encore, et qu'ils voudraient pouvoir renouveler pour l'accomplissement de leurs desseins, que je ne rappellerai pas devant vous, Messieurs, qui les connaissez, et que je ne signalerai pas aux nations civilisées, qui reculeraient d'horreur devant leur révélation.

Il conviendrait que les lecteurs du discours de M. de Montalembert fussent informés que le Valais n'a rien enlevé à l'hospice du Saint-Bernard; qu'il ne l'a point dévalisé en aucune manière ; qu'il n'a rien fait pour y empecher la continuation de l'exercice de l'hospitalité; que le gouvernement provisoire n'a pris que des mesures purement conservatoires; que MM. les chanoines du Saint-Bernard ont, de leur côté, soustrait, distrait, enlevé, exporté en pays étranger presque toute la fortune mobilière de leur maison, et cela non seulement avant que le gouvernement provisoire se soit même occupé de leur couvent, mais déjà quelques jours avant le suicide de notre gouvernement sacerdotal; que l'hospice se trouvant dépourvu, par cette spoliation, des denrées dont il avait été garni durant la saison propice, l'exercice de l'hospitalité est menacé d'être interrompu, parce qu'il est impossible d'y faire transporter des vivres durant la rigueur de la saison actuelle; que cependant ces avoirs acquis avec les produits des collectes, des donations pour un but énoncé, ne sont pas la propriété de ceux qui les ont transportés sur la terre étrangère pour en frustrer les passagers

qui y ont droit.

Il faut néanmoins que les lecteurs du discours de M. de Montalembert apprennent quelle a été, dans la période ci-dessus énoncée, la conduite touti-fait notoire dans ce pays de ceux qui voudraient nous faire passer pour ce

qu'il y a de plus misérable sur ce globe. Je doute fort que M. de Montalembert ait conservé toutes les parties de son discours, si, comme nous, il avait vu, le 11 avril 1833, un chanoine du Saint-Bernard, sur le cimetière de Martigny-Ville, verser publiquement à boire à des femmes des hameaux de la montagne, pour les exciter à insulter, à leur arrivée à l'hôtel de la Tour, les citoyens inoffensifs des districts de Monthey et de Saint-Maurice venant se joindre à ceux d'Entremont pour visiter leurs amis de Martigny, afin de s'entendre sur le projet de révision du pacte fédéral préparé par M. Rossi, maintenant ambassadeur de France à Rome, auquel la diète du Valais venait de refuser même l'honneur de la lecture ; s'il avait vu ces mêmes femmes, ivres de liqueurs fortes et de fanatisme, jeter de la poussière aux yeux des citoyens cherchant à éviter le massacre dont ils étaient menacés.

Plusieurs voix : C'est vrai! c'est vrai!

Je doute beaucoup que M. de Montalembert eût fait le même discours. si, comme nous, il avait vu les brentes de vin mêlé d'eau-de-vie déposées sur la place, devant l'hôtel de la Tour, à l'ordre de vous savez bien qui, destinées à rendre furibond un peuple brave et bon, mais simple et ignorant, afin qu'oubliant ses habitudes honnêtes et généreuses, il se ruat, armé de fourches et de bâtons, sur ses paisibles concitoyens. Mais jetons un rideau sur cet horrible spectacle; ceux qui en voudront savoir davantage pourront consulter le Nouvelliste Vaudois ou la Gazette de Lausanne de l'époque,

Je ne puis croire que M. de Montalembert n'aurait rien retranché de sa philippique inconsidérée, s'il avait entendu comme nous les moines belliqueux du Saint-Bernard proclamer en tous lieux et en toutes circonstances, et voter dans les assemblées politiques la nécessité de la guerre civile contre la confédération, notre mère patrie; s'il les avait vus dernièrement à Monthey, au moment d'une fausse alerte, sortir comme de dessous terre, une chandelle à la main, pour s'assurer plus lestement que les chefs militaires, si les soldats du Sonderbund se rendaient à leurs postes; s'il les avait vus au chevet du lit de certains militaires souffler les pensées peu rassurantes pour la vie de la majorité du conseil d'état de l'époque, dont les intentions ne leur paraissaient pas assez guerroyantes.

Messieurs, j'abuse de vos moments précieux; j'en ai dit assez pour vous rappeler tous les autres faits malheureusement trop nombreux que j'omets pour en finir. Il me suffit, en un mot, que M. le duc de Montalembert sache que le Valais, la Suisse entière, malgré l'intention perverse, qu'il a cu le courage d'avouer, de nous couvrir de honte s'il le pouvait, conservera toujours l'estime et la considération des peuples amis de la liberté, de son antique honneur! (De toutes parts et vivement : Appuyé! appuyé!)

FEUILLETON DU CENSEUR. — 7 FÉVRIER 1848.

LES MÉPRISES.

Conte d'Hoffmann

TRADUIT POUR LA PRESIÈRE FOIS.

(Suite.- Voir le Censeur des 23, 24, 28, 29 janvier, 10, 1 et 6 février.)

On entendit un cri perçant. Un petit être, caché au milieu des oreillers, se leva brusquement : c'était le grotesque vieillard que le baron avait vu conduisant la dame dans Berlin. La tête couverte d'un bonnet de femme il faire. il faisait une figure si comique, que tout autre que notre Théodore, absorbé par son aventure amoureuse, cût éclaté de rire.

Le petit vieux regardait le baron avec ses grands yeux noirs. - Est-ce vous, baron? fit-il d'une voix basse et lamentable. J'espère que vous n'avez point de mauvais dessein, que vous ne m'en voulez pas de metre moqué de vous l'autre jour sur la place de Paris, lorsque vous voulutes prendre sous votre protection mon espiègle de queue. Mais ne me

regardez pas avec ces yeux terribles; autrement, je craindrais. Le baron ne paraissait pas écouter ce que le vieillard lui disait. Sans déburner de lui ses regards, il murmurait à voix basse :
Roi de Candie!

cela fit sourire le personnage grotesque , qui s'assit sur l'oreiller, et dit gracieusement:

Hé! hé! cher baron, Théodore de S..., vous aussi avez la manie de me prendre, moi homme de nulle importance, pour le roi de l'île de Can-die?... Ne me connaissez-vous donc pas? Ne devriez-vous pas savoir que je suis personne autre que l'assistant de chancellerie Schnuspelpold de andehourg?

Schnuspelpold! dit le baron.

-Tel est mon nom, continua le petit homme, mais depuis long-temps assistant de chancellerie non in officio. Cette maudite manie des voyages m'a fait perdre mon pain et mon emploi. Mon père (que Dieu ait son ame!), fabricant de boutons à Brandebourg, avait la même folie; il me parlait à tout moment de la Turquie, où il était allé une fois, si bien que je ne pus rester tranquille, et un beau jour je me mis en route. Je fus à Gand, de la à Tangermunde. Je descendis l'Elbe dans une barque et me dirigeai vers la Porte-Ottomane; mais lorsque je me présentai, justement elle se fermait. Je voulus m'y accrocher avec la main droite, la porte m'écrasa deux doigts. Voyez plutôt, noble baron, ces deux doigts de cire qui tiennent la place de ceux qui manquent. Au moins si cette maudite cire ne fondait pas toujours lorsque j'écris !

Laissons cela, dit le baron en interrompant le petit vieux; parlez-moi plutôt de la dame étrangère, de cette apparition céleste que j'aperçus à vos côtés dans la boutique du confiseur Fuchs.

Et il se mit à raconter la trouvaille du portefeuille, le voyage en Grèce, le rêve à l'hôtel du Soleil d'Or, et finit par supplier le vicillard de ne pas le rêve à l'hôtel du Solen-d'Or, et mit pai suppier le viemard de ne pas contrarier son amour, lui qui, tout en ne voulant passer que pour l'assistant de chancellerie Schuuspelpold de Brandebourg, n'en devait pas moins disposer du sort de la Grecque, en qualité d'oncle ou de père.

— Hé! hé! fit Schnuspelpold souriant d'un air joyeux et narquois, rien ne pouvait m'être plus agréable que de vous voir, grâce au portefeuille

bleu, amoureux de la princesse greeque. J'ail'honneur (honneur fort pesant) d'être chargé de sa tutelle. Le tribunal de Paphos m'a choisi, faute de

trouver quelqu'un autre qui possedat certaines qualités magiques.

Mais chut! chut! mon petit Schnuspelpold; ne parle pas ainsi à tort et à travers, tu ferais une école; soit discret, mon fils. Je ne doute pas, noble baron, que vous ne réussissiez auprès de ma pupille; tout ce que je puis vous dire, c'est qu'elle cherche un jeune prince

du nom de Théodore Capitanaki : c'est lui qui a vraiment trouvé le portefeuille bleu, et non pas vous.

- Comment! s'écria le baron, ce n'est pas moi qui ai trouvé le porte-

- Non, repartit le vieux avec sermeté, ce n'est pas vous ; et, de plus, vous vous êtes mis en tête mille folies.

— C'est en vain que tu t'accroches à mes pieds, grossier roi de Candie; c'est en vain que tu te fais aussi lourd qu'une masse de plomb! s'écria le baron en furcur.

Mais la voix glapissante se fit entendre:

Alla ta kas karismata, kai alla gonun y kotés (1).
 Paix! paix! petit criard! dit le vieux avec douceur.

Et le perroquet gris se hucha sur le plus haut bâton de son perchoir. Le vieux se tourna du côté du baron et continua sur le même ton :

- Vous vous appelez Théodore, mon noble ami, et, qui sait? des rap-

ports mystérienx peuvent vous faire passer pour le vrai Théodore Capitanaki. Si vous voulez gagner sur-le-champ le cœur et la main de ma noble pupille, cela ne tient qu'à une bagatelle. Je sais que vous avez de belles connaissances au département des affaires étrangères; eh bien ! faites seulement que le grand-sultan reconnaisse pour libres les îles grecques, et votre bonheur est certain. Mais que vois-je?

Ici Schnuspelpold retomba sur ses coussins et se cacha la tête sous la

converture. Le baron suivit la direction qu'avaient prise les yeux du vieillard, et il vit dans une glace la Grecque arrétée sur le seuil de la porte, qui lui faisait un signe. Il voulut s'élancer vers elle; mais il s'embarrassa dans le tapis et tomba de tout son long. Le perroquet riait aux éclats. Comme la Grecque s'était approchée du baron, celui-ci profita de cette circonstance, et, de même qu'un habile danseur, chercha à donner à sa chute l'apparence d'une pose académique.

- Enfin, ô douce idole de mon ame!... s'écria-t-il en italien, à genoux aux picds de la Grecque, qui l'interrompit et lui dit :

— Parle plus bas; n'éveille pas le vieux en me répétant ce que je sais

depuis long-temps. Lève-toi.

(1) . La poule chante dans un endroit et ya pondre dans l'autre. >

Paris, le 4 février 1949.

(CORRESPONDANCE PARTICULIERE DU CENSEUR.

La chambre des députés, à la majorité de 206 voix contre 126, s'est déclarée, à la fin de la séance d'hier, satisfaite de la conduite tenue par M. Guizot dans les affaires de Suisse. Son vote, d'aprèsles explications qui l'ont précédé, réserve de plus toute la liberté d'action de ce ministre, qui pourra donner suite, si bon lui semble, à ses projets d'intervention dans les affaires de la confédération helvétique. Nous devons dire toutefois, sous ce dernier rapport, que, malgré la latitude laissée par la majorité au gouvernement, nous redoutons peu que M. Guizot aille troubler la diète suisse dans la révision du pacte fédéral, révision qui aura lieu avec ou sans l'assentiment des traités de 1815 invoqués contre elle par M. Guizot, avec ou sans la permission de l'Autriche et de la France, dont la Suisse, dans ces derniers temps, a pris le parti de se passer.

M. Thiers a porté à M. Guizot le défi de venir demander aux chambres un homme ou un écu pour intervenir en Suisse. C'était abuscr de sa position. Assurément ce n'est pas l'envie qui manque à M. Guizot; mais si désireux qu'il soit de refaire un fragment de sainte-alliance avec le sérénissime assassin de la Gallicie, il ne s'aveugle pas encore sur les dispositions de la France au point de croire qu'elle permettrait qu'une armée française franchit les monts pour aller étousser à Berne, à Genève et ailleurs cet esprit de liberté, d'indépendance, de nationalité, qui existe encore chez nous malgré ce qu'on a fait pour l'éteindre, et que nous saurons toujours encourager et désendre chez les peuples qui en seront le principe et la base de leur organisation. M. Guizot peut avoir, et M. Thiers l'en a formellement accusé, des velléités de contre-révolution ; il cherchera sans doute, toutes les fois qu'il en aura l'occasion, à les faire réussir par des moyens détournés, mystérieux, par des intrigues et des ruses; mais jamais il n'agira ouvertement et au grand jour. Il sait bien que la France entrere se soulèverait s'il avait l'imprudence de lui dire jamais à la tribune que ses enfants ou ses trésors sont au service des puissances du Nord et des mauvais desseins qu'elles méditent contre les peuples qui cherchent à secouer le joug de l'absolutisme et à s'organiser démocratiquement.

 L'élection de Morlaix s'est terminée par la nomination de M. Léziart, ancien sous--préfet de cet arrondissement. Il a été élu par 217 voix contre 204 qui ont été données à M. de Kerrore, candidat de la droite.

M. Léziart a pris l'engagement de ne pas accepter d'emplois ou de faveurs pendant la durée de son. mandat, et de voter contre le ministère. Ce n'est qu'à cette condition qu'il a été nommé. Son élection, du reste, sera cassée par la chambre, car il ne s'est pas écoulé six mois depuis qu'il a cessé d'être sous-préfet de l'arrondissement de

- Le Moniteur publie, en vue de la discussion qui va s'ouvrir sur les affaires de l'Algérie sans doute, une ordonnance qui érige les villes d'Alger, de Blidah, d'Oran, de Mostaganem, de Bone et de Philippeville en communes. La même ordonnance règle les limites de chacune de ces communes, le nombre de leurs adjoints, et fixe les localités où ils résideront.

La même journal publie un grand nombre de nominations aux tribunaux de commerce.

Chambre des Députés.

Fin de la séance du 3 février.

M. ODILON BARROT relit la note à laquelle il vient d'être fait allusion, et adjure ses amis de ne pas voter le paragraphe en délibération.

M. LE PRÉSEDENT donne lecture du paragraphe. Au moment de vo-ter, on réclame sur plusieurs bancs le vote par division et par appel no-

Voici le résultat du scrutin :

Nombre des votants...... Majorité absolue.... Contre.....

La chambre adopte le paragraphe 6 du projet d'adresse. La séance est levée.

(Correspondance particulière du CENSEUR.) Séance du 4 février 1848.

PRÉSIDENCE DE M. SAUZET. La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est lu et adonté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des paragraphes du projet d'adresse.

§ 7. « Fidèle à la cause d'un peuple généreux, la France rappelle à l'Europe les droits de la nationalité polonaise, si hautement stipulés par les traités. »

M. LARABIT espère que le gouvernement comprendra ce que lui impose le vote de cette phrase. La seule manière pour lui de donner à cette phrase une sanction, c'est de présenter une note aux gouvernements de l'Europe pour protester contre la violation des traités à l'égard des Polonais. Je demande la réponse du gouvernement.

Mr. GUNZOT fait signe qu'il n'a rien à répondre. (Murmures à gauche.) M. VAVIN: Le devoir du gouvernement est d'exercer envers les Polonais une noble hospitalité. Le gouvernement a pris cet engagement ainsi que celui de ne donner aucune espérance, aucun encouragement aux Polonais. Ce dernier engagement a été religieusement tenu. M. Vavin se félicite de

ce qu'on a encouragé l'établissement d'une école polonaise aux portes de Paris, mais il proteste contre un fait récent. Tous les ans, au mois de novembre, les Polonais se réunissent, le matin, pour invoquer la justice de Dieu, le soir, pour invoquer la justice des hommes. Je préside cette dernière réunion depuis plusieurs années. Cette année, je l'ai encore présidée. Certes, je ne souffrirais pas que l'on y prononçat un seul mot contre la politique suivie en France. Les Polonais ont assez de leurs affaires sans s'occuper des votres. Un réfugié qui a été cruellement persécuté par la Russie a fait des vœux pour que le système de persécutions suivi par la Russie eût un terme. M. Bakonnine a été sommé, dès le lendemain, de quitter sur le champ la France. L'attendrai les explications de M. le ministre de l'intérieur.

M. Vavin parle aussi de l'interdiction dont a été frappé le banquet offert au prince Czartoryski.

M. DUCHATEL répond que le gouvernement fait distribuer aux réfugiés polonais, tous les ans, douze à quinze cent mille francs.... (Une voix : C'est l'argent du pays!) M. Bakonnine n'était pas un réfugié polonais. Il est Russe; le gouvernement a eu le droit de l'éloigner, et n'a pas à entrer dans

des débats personnels sur les causes de son éloignement.

Quant à l'interdiction du banquet, elle a été prononcée avec opportunité et dans une intention bienveillante pour les Polonais eux-mêmes, qui, dans ce banquet, eussent pu exprimer leur dissentiments.

M. VAVIN: M. Bakonnine a été expulsé parce qu'il avait exprimé des sentiments sympathiques pour la Pologne. Quant au banquet, l'ordre n'y

devait pas être troublé, car on ne devait pas y parler politique.

M. F. DE LASTEWRIE: Nous avons fait de grands progrès, depuis le jour où l'on a dit à cette tribune que l'ordre régnait à Varsovie, jusqu'au sons où l'endre régnait à Varsovie, jusqu'au l'applie de l'endre régnait à Varsovie, jusqu'au l'endre régnait à varsovie, l'endre régnait à varsovie, jusqu'au l'endre régnait à varsovie, l'endre régnait à jour où l'ordre a régné à Cracovie. (Murmures au centre.) Tout le monde se rappelle avec quelle amitié nous avons accueilli les Polonais il y a seize ans. Alors on nous permettait d'unir nos sympathies aux espérances de la Pologne, et les Français, dans la réunion annuelle des Polonais, pouvaient prononcer des discours. Plus tard, on defendit aux Français de prendre la parole. Les Polonais seuls purent prononcer leurs discours. Maintenant on expulse ceux qui tiennent des discours, peu révérentieux, il est vrai, pour un souverain étranger. Il y a là un rapprochement à faire. D'où vient qu'on ne peut dire ce qu'on pense de l'empereur de Russie, quand M. le ministre des affaires étrangères parle dans les termes que l'on sait d'un peuple voisin et libre? Est ce parce que l'empereur de Russie a 800,000 hommes sous les armes qu'on a fait la distinction?

M. LHERBETTE : Y a-t-il au moins réciprocité entre les états? Autrefois le roi des Français a été insulté à Saint-Pétersbourg et à Vienne; a-ton réclamé? et les gouvernements russe et autrichien ont-ils fait ce qu'a fait le gouvernement français? Enfin, en un cas semblable, nos agents au dehors feraient-ils ce qu'on vient de faire?

M. GUIZOT: En pareille circonstance, nous n'hésiterions pas à faire respecter le droit des gens. (Dénégations.) Nos agents ne manqueraient pas de réclamer, si on traitait à Saint-Pétersbourg le roi des Français de bourreau, de tyran, d'oppresseur, comme l'a fait M. Bakonnine à l'égard du ezar Nicolas. (Rumeurs.)

M. THIERS: Si quelqu'un disait cela du gouvernement suisse aujourd'hui, que diriez-vous? (C'est cela! c'est cela!)

M. GUIZOT : Personne n'a dit cela du gouvernement suisse.

M. THIERS : Le Journal des Débats à dit cela !

M. GUIZOT : Le Journal des Débats peut dire cela et bien d'autres choses; mais si, dans une réunion autorisée, on traite un souverain étranger de bourreau, c'est là un langage inconvenant et contraire au droit des gens. A gauche : M. de Montalembert !

M. GUIZOT: C'est l'injure personnelle qui doit être interdite en pareil cas. Les reproches adressés à la politique des gouvernements sont permis dans les pays libres, mais il faut que les personnalités injustes et violentes en soient bannies.

M. THIERS: Je ne demande pas qu'on interdise aux journaux d'exprimer leur opinion; mais on ne doit dire que ce dont on répond, et je rappellerai cette phrase : α Il ne faut pas laisser M. Ochsenbein piller et ravager la Suisse. » (Mouvement.)

M. GUIZOT : Il ne s'agit pas des journaux ; il s'agit d'une réunion auto risée moyennant certaines précautions et certaines promesses qui n'ont pas été tenues. Voilà pourquoi M. Bakonnine a été éloigné. (Bruit à gauche.)

M. CHAMBOLLE: M. le ministre a porté hier des fragments de journaux à la tribune pour attaquer la Suisse. Pourquoi ne les a-t-il pas dédaignés? Pourquoi a-t-il cité des fragments tronqués pour incriminer la moralité de la confédération? Dans une autre enceinte, un pair a traité la Suisse outrageusement (Quelques voix du centre : A l'ordre!), et M. Guizot a dit, après avoir entendu ce discours, qu'il n'avait pas un mot à répondre. (Mouvement.)

M. GUIZOT : L'honorable préopinant se trompe et donne à mes paroles un sens contre lequel je proteste. Hier encore, j'ai dit : « Je sais que les hommes qui sont à la tête de la Suisse sont loin de s'associer au mouvement qui s'accomplit; mais il leur sera impossible d'y résister. Au centre: Aux voix !

M. VAVIN: M. le ministre de l'intérieur a dit qu'il n'avait rien à dire de M. Bakonnine, et M. le ministre des affaires étrangères a exprimé, au contraire, une opinion très nette sur cet étranger.

M. DUCHATEL: J'ai dit que M. Bakonnine n'était pas Polonais, et que je n'avais pas à entrer dans le détail des motifs qui nous avaient fait agir. Au centre : Aux voix !

Le paragraphe est voté.

§ 8. « La chambre espère que les mesures adoptées par votre gouvernement, d'accord avec le gouvernement de la reine de la Grande-Bretagne, rétabliront enfin nos relations commerciales sur les bords de la Plata.

M. LE PRÉSIDENT: La parole est à M. Levavasseur.

M. GUIZOT: Je serai charmé d'entendre les vues des orateurs qui vou dront bien s'occuper de cette question, mais je dois les prévenir que je ne pourrai pas la discuter. Nous avons entamé de nouvelles négociations. Il m'est impossible d'expliquer et de justifier les nouvelles bases des négociations, sans en compromettre le succès, et sans compromettre aussi l'accord qui s'est rétabli sur cette question entre les deux gouvernements de France

M. LEVAVASSEUR présente quelques considérations sur la situation actuelle des deux gouvernements argentin et de l'Uruguay vis-à-vis l'un de l'autre, et sur l'abandon coupable où on laisse Montevideo.

M. DROUYN DE L'HUYS: Je repousse le paragraphe parce qu'il n'est pas sincère, et qu'il ne peut nous donner d'espérances. Depuis, sept ans, les négociations n'ont pas avancé; elles ont même reculé. Quelle raison du coming qu'on arrivera au terme? Quel document nous. avons-nous de croire qu'on arrivera au terme? Quel document nouveau avons-nous de croire qu'on arrivera avons-nous in distantie s'asite, mais ie ne sais qui la mai avons-nous? Je sais que la diplomatie s'agite, mais je ne sais qui la mene et

non la mène.

M. Drouyn de l'Huys cite des déclarations de Rosas et de l'assemblée re.

Ausse pour prouver que le dictateur et le cite re. M. Drouyn de l'inuys ette des doctateur que le dictateur et la chambre présentative de Buenos-Ayres pour prouver que le dictateur et la chambre

. Il est quatre heures, la séance continue.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON.

Présidence de M. Tardy. Audience du 4 février 1848.

M. Fleury, directeur des théâtres de Lyon, contre les artistes des deux f. Fleury, directeur des states of fr. de dommages-intérêts. De mande réconventionnelle des artistes. — Déclaration de faillite.

L'audience du tribunal présente dès sept heures du soir un aspect L'audience du tribunal promotor des entistes attachés autres animé. La plupart des employés et des artistes attachés autres de la collection d théâtres de Lyon se sont donné rendez-vous dans la salle. L'impatience est sur toutes les physionomies; on voit que tout l'auditoire est vivement intéressé à la solution des débats qui vont s'ouvrir, pen dant les plaidoiries, de nombreuses et bruyantes marques d'approba. tion et d'improbation s'élèvent du sein de l'assistance, et ce n'est qu'avec peine que les huissiers de service parviennent à maintenir le silence.

Me Dattas, avocat de M. Fleury, prend la parole en ces termes: M. Fleury est déjà venu fort souvent débattre ses intérêts devant le tribunal, mais jamais il n'avait comparu à cette barre dans une circonstance plus importante et plus solennelle. Ce ne sont plus les exigences de quelques hommes, qui ont semé les obstacles sous ses pas et qui se sont acharnés à sa ruine, contre lesquelles M. Fleury doit lutter; ce sont celles d'hommes qu'il a toujours considérés comme ses frères, comme ses camarades. Ceux-ci l'ont malheureusementoublié, et, sans vouloir m'expliquer davantage, je peux me borner à dire que la reconnaissance est trop haut placée pour se trouver dans cep. tains cœurs.

Il a trois ans et demi environ que M. Fleury a pris à Lyon la direction des théâtres, qui, depuis vingt à vingt-cinq ans, a passé dans un grand nombre de mains avec des chances de succès et de revers, selon la capacité des personnes qui se croyaient assez fortes pour supporter cette lourde charge. Parmi les causes de la ruine de M. Fleury, on peut placer la mauvaise fortune de ses tentatives de modifications dans le système jusqu'alors suivi. Après avoir essayé de la diminution du prix des places pour ramener dans nos salles un public qui perd le goût des spectacles, M. Fleury obtint la fer. meture du Grand-Théatre pendant l'été, à la condition qu'il ne recevrait plus de subvention municipale. Cette tentative fut accueillie avec une faveur marquée par les membres du conseil et de l'administration. Les créanciers de M. Fleury partagèrent même son espérance de marcher avec cette modification. Aussi M. Fleury se relire t-il avec la consolation de voir que, s'il a soulevé dans sa carrière di rectoriale quelques mécontentements inévitables, il emporte avec lui l'estime de l'administration de notre cité et de ses créanciers euxmêmes, qui connaissent les efforts qu'il a faits pour se libérer à leur égard.

La mairie avait accordé l'autorisation de fermeture pour le Grand-Théatre, mais à la condition de conserver une troupe de comédie. les chœurs et l'orchestre. L'acceptation de cette condition était une imprudence, car les principales charges restaient les mêmes, et l'on aurait dû facilement prévoir qu'il serait impossible de combler k

Quoi qu'il en soit, la saison d'été fut traversée par M. Fleury, m peu avec ses recettes et beaucoup avec les ressources de ses ams. Quand je dis amis, je me sers d'une expression qui ne rend pas toute ma pensée; mais je pense que le tribunal m'a compris. On comptain beaucoup, pour rembourser, sur la saison d'hiver, et la direction avait pris toutes ses dispositions pour marcher. Mais il s'était formé un noyau de mécontents; quelques personnes qui ont l'habitude d'aller au spectacle étaient vivement contrariées de n'avoir pu passet leurs soirées sur les banquettes de la salle ; leur sévérité pour juger les talents des nouveaux artistes fit tomber les premiers sujets qui furent sifflés. Le Grand-Théâtre, ce lieu de plaisirs qui devrait laisse à d'autres assemblées le tumulte et l'agitation, devint inabordable pour la partie paisible de notre population ; il fut déserté, et ses recettes diminuèrent. Pour payer le mois de novembre, il manquait !! ou 15,000 francs. M. Fleury s'adressa aux artistes et les pria d patienter. Il avait droit de s'attendre à quelques égards de la pat de ses camarades; cependant ceux-ci refusèrent tout arrangement On prit alors le parti de convoquer les créanciers et de leur exposu franchement la situation. Ils comprirent que M. Fleury ne devait pas être déclaré en faillite; des commissaires furent nommés et l' rent même l'avance des sommes nécessaires pour solder les appoin tements. Ces commissaires, qui faisaient ainsi des avances pour pare des créanciers privilégiés, étaient naturellement subrogés aux droit de ces derniers sur les recettes. Les représentations continuèrent. L jenvier, le même état de choses se manifesta. On a de nouveau à peprès comblé le déficit pour payer aux artistes le mois de décembre

La fin de janvier est arrivée, et à ce moment, sans qu'un fait not veau se manifestat, la plupart des pensionnaires de M. Fleury se rev

Elle lui présenta sa main, et le baron, transporté au troisième ciel, prit place à ses côtes sur un moelleux divan place dans le fond de la chambre.

— Je sais tout, dit-elle en abandonnant sa main dans celle du baron, et,

quoi qu'en dise mon Magus, tu as trouvé le portefeuille... Toi aussi, tu descends d'une famille de princes grecs, et lors même que tu ne serais pas celui à qui j'avais donné mon cœur, tu peux néanmoins, si tu le veux, devenir maître de ma vie.

Le baron se confondit en protestations; mais la Grecque, appuyant sa tête sur sa main, dans une pose pensive, semblait ne pas y prendre garde. Au bout d'un moment, elle lui dit en lui parlant à l'oreille très bas :

--- As-tu du courage ? - Comme un lion, répondit-il.

- Oseras-tu, tandis que ce monstre est là, dans ce lit, profondément endormi, avec ce petit couteau, lui...

Le baron, reconnaissant à la main de la Grecque le petit instrument de chirurgie qu'il avait trouvé dans le portefeuille, frissonna de la tête aux - Avec ce petit couteau, dit la Grecque, lui couper la tête?... Mais ne

crains rien, nous pouvons causer, le perroquet le veille. Parle-moi seulement de ta famille. Le baron se mit à raconter l'histoire du portrait de sa grand'mère, de sa

mère elle-même, et tout ce que le lecteur connaît depuis l'entretien que Théodore eut avec son oncle. Les beaux yeux de la Grecque brillaient de joie; elle semblait animée

d'une nouvelle vie; en cet instant sa beauté avait pris un éclat éblouissant, Le baron nageait dans un océan de délices. Sans savoir comment cela

se fit, il se trouva tout-à-coup dans ses bras, couvrant de baisers ardents sa bouche charmante.

- Oui, disait la Grecque, tu devais être à moi. Fuyons ensemble vers notre patrie. Hate toi de te rendre dans ce lieu sacré, où les chefs du peuple t'attendent, les armes à la main, pour secouer le joug honteux sous

lequel nous traînons une misérable existence. Il ne te manque, je le sais, ni les vêtements, ni les armes; par tes soins, tout est prêt. Tu n'as qu'à te montrer, à te mettre à la tête des guerriers, à remporter sur le pacha une victoire éclatante. Les îles sont libres, et tu goûtes, uni à moi par un lien sacré, tout le bonheur que l'amour et notre belle, notre riche patrie peuvent procurer à un mortel... Que redouterais-tu dans cette entreprise hardie?... Si tu échoues, qu'arrivera-t-il?... Tu mourras de la mort des héros sur le champ de bataille, ou tu seras pris par le pacha, et alors qu'as-tu à craindre?... On t'empalera pour le plus; on te garnira les oreilles de poudre à canon, puis on y mettra le feu; ou l'on choisira quelque autre genre de mort, toujours digne d'un brave. Moi, qui suis jeune et belle, on me destinera au harem du pacha... Si tu n'es pas réellement le jeune prince Theodoros Capitanaki, mais bien, comme mon Magus l'affirme, le pied de lièvre du Jardin-des-Plantes, mon vrai prince saura bien me délivrer.

A ce discours, il se passa dans l'intérieur du baron un étrange bouleversement. Une froideur glaciale succéda à l'ardeur qui le brûlait. Le frisson de la fièvre s'empara de lui.

Mais les yeux de la Grecque lancèrent des éclairs, sa figure prit une expression farouche; elle se leva dans toute sa majesté devant lui, et prononça d'une voix solennelle les paroles suivantes :

— Si tu n'étais niTheodoros, ni le pied de lièvre noir; si tu n'étais qu'une image trompeuse, une ombre vaine, l'ombre de cet infortuné jeune homme dont la méchante Ensouze, blessée par l'archet de violon, suca le sang (1), ah! j'ouvrirai tes veines, je verrai son sang, et alors s'évanouiront toutes

(1) Bartholdy parle dans son voyage en Grèce d'un jeune homme qui mourut à Athènes, et dont la mort eut pour cause l'avanture suivante. Un soir qu'il était assis avec un de ses amis, dans la campagne, sur un banc, et jouait du violon, une larve (Ensouze), attirée par la musique, s'assit à côté de lui. Ne la voyant pas, il la toucha de son archet. La larve, blessée par l'archet, jura de se venger. Depuis ce moment, le corps du jeune homme flotta çà et là ; jusqu'à sa mort ce ne fut qu'une ombre.

ces visions diaboliques !...

Et la Greeque brandit le petit conteau étincelant. Le baron, épouvante gagna la porte en courant à toutes jambes. Le perroquet cria d'une ve éclatante

Alla paschy o gaidaros kė alla evryskusi (1). Schnuspelpold se jeta à bas du lit par un mouvement violent, en crit

- Halte! halte! mon noble ami! La princesse est votre fiancée, 🕶 fiancée!

Mais le baron avait descendu comme un trait les escaliers, et était de bien loin...

Amélie Simson affirma savoir de bonne source que le prétendu assista de chancellerie Schnuspelpold était tout bonnement un savant juis de Smyrne, venu à Berlin pour demander au conseiller secret Diez son aris sur un passage douteux du Coran. Malheureusement, le conseiller n'et plus de ce monde lorsque le juif arriva à Berlin.

Quant à la princesse grecque, c'était simplement la fille du juif, qui cui devenue folle depuis la perte de son époux.

Il n'en est point ainsi. Le lecteur n'a qu'à se rappeler l'écrit contenu sur la facilitat du perte facilitat de la perte de son époux.

le feuillet du portefeuille, de même que maintes autres circonstances, poir se persuader que l'enigme est encore à résoudre.

Chose étrange! à cette heure le baron Théodore de S... voyage pour tou de bon en Grèce. S'il revient, on saura des nouvelles plus précises de Schnuspelpold et de la Grecque, que l'auteur a cherchés inutilement dans tout Berlin. Si ce dernier apprend quelque chose touchant le baron et ses mystérieuses aventures il par met mystérieuses aventures, il ne manquera pas, par la même voie, d'en informer le lecteur l'appée prochaine mer le lecteur l'année prochaine.

FIN DES MÉPRISES. Traduit par ebouard degeorge.
(La suite (les mystères) à un prochain numéro.)

(1) «L'âne trouve autre chose que ce qu'il cherchait.»

pirent, nommèrent des commissaires et présentèrent une requête en

déclaration de faillite. Cette démarche ne peut s'expliquer que par la malveillance et l'achirnement de certaines personnes contre M. Fleury; on a voulu à toute force amener une déclaration de faillite. Pour cela on cessa le service. Des affiches avaient été apposées et annonçaient un spectacle pour la soirée; dans la journée, contrairement aux usages, personne pour la sonte, personne n'envoya de costumes, ne se présenta pour les répétitions, personne n'envoya de costumes, personne ne fut à son poste le soir pour la représentation. Aussi, si personne de la juridiction qu'il fallait saisir de la question que vous avez à juger, ce n'est pas le tribunal consulaire, mais le que constraire, mais te tribunal correctionnel qui aurait été saisi, car je vois là le délit de

J'ai à m'expliquer sur la demande de M. le directeur. Le 2 février 1848, il a assigné ses pensionnaires récalcitrants en 50,000 fr. de dommages-intérêts. Je laisse à votre sagesse le soin d'apprécier le préjudice causé; ce qui importe surtout à M. Fleury, c'est une condamnation qui permette de reprendre sans délai le service, car les créanciers peuvent se lasser d'attendre, et M. le maire de Lyon a aujourd'hui même écrit une lettre à M. Fleury en le sommant d'exécu ter ses obligations envers la ville.

le Dattas discute ensuite la question de savoir si les artistes peuvent refuser leur concours; il s'appuie sur les engagements contractés. Il y a dans les conventions un terme qui porte jusqu'au 10 l'exigibilité des appointements. Il est de notoriété publique que M. Fleury a des créanciers, mais il est aussi de notoriété publique que ces créanciers ne veulent pas d'une faillite. Pourquoi la direction ne ferait-elle pas face à ses engagements le 10 février? Pourquoi ne re-

cevrait-elle pas les mêmes avances?

L'avocat termine en expliquant au tribunal qu'un grand nombre d'artistes ont donné à M. Fleury des attestations qui prouvent d'honorables sentiments et une louable sympathie, et en citant notamment MM. Boulo, Flachat, Dupré, Georges Hainl, et Mmes Widmann et Ferdinand.

Me Pine-Desgranges, avocat des artistes réunis, se lève et s'exprime

Malgré la plaidoirie et les étranges récriminations que vous venez d'entendre, j'ai peine à croire le procès sérieux. On ne demande pas moins que de vous faire consacrer une monstruosité. Un homme qui a de nombreux créanciers, qui avoue être à bout de ressources et d'expédients, a le courage, pour ne pas dire le cynisme, de venir exiger de quelques pères de famille un service qu'il est sûr d'avance de ne pouvoir rétribuer.

Lorsque M. Fleury vint à Lyon, il quittait honteusement Rouen, il arrivait avec des dettes. Sous de pareils auspices, une administration théâtrale avait peu de chances de succès. Par raison d'économie, M. Fleury engagea des artistes peu capables, et, pour les faire réussir il se servit de deux moyens exceptionnels. Le premier consistait à soustraire les nouveaux sujets au jugement éclairé des personnes qui fréquentaient le théâtre, en inondant la salle d'auditeurs bienveillants; le second ne tendait à rien moins qu'à abolir les sifflets. Il ob tint de la mairie un arrêté dans ce sens ; vous savez les tristes conséquences de ce système : l'autorité fut obligée de faire fermer la salle.

Après cette première épreuve, M. Fleury reparut en septembre, augmentant le chiffre des dettes ét de l'arriéré ; néanmoins, il obtint de l'administration municipale la fermeture pendant quatre mois d'été. Après de pareilles concessions, on était en droit de s'attendre à une marche satisfaisante; mais les mêmes abus se renouvelèrent, et, chose étrange, les recettes allèrent en diminuant, au lieu d'aller en augmentant, à mesure que l'on atteignait la période d'hiver. De tous côtés s'élevèrent des plaintes, des réclamations; la gêne de M. Fleury était affreuse, sa position était devenue de notoriété pu-

En novembre 1847, le directeur convoque les artistes; il leur propose la perte d'une partie de leurs appointements. Vous comprenez qu'un refus seul devait répondre à cette étrange proposition à l'entrée de la saison la plus favorable aux entreprises scéniques; et cependant, parce que de malheureux employés, ayant une famille à nourrir avec 150, 100 et 50 f. par mois, ont rejeté ces propositions inacceptables, M. Fleury se croit en droit de leur jeter à la face le

reproche d'ingratitude.

On dut alors s'adresser aux créanciers eux-mêmes, et l'on essaya d'une administration en commun ; mais il était des-lors facile de prédire ce qui arrive aujourd'hui. Parmi les commissaires nommés. l'un peut être un très habile négociant, l'autre un architecte expérimenté, celui-là exceller dans l'ajustement de sa cravate, celui-là briller en conduisant un char dans la carrière; mais pas un d'eux n'avait les connaissances nécessaires pour menér à bien une administration théâtrale.

En janvier 1848, deux tiers des appointements furent payés par les commissaires, et pour l'autre on accordait un délai jusqu'au 30 avril, avec cautionnement de ces messieurs. Mais qu'arriva-t-il? Au lieu de consacrer les recettes à remplir la caisse pour pourvoir au paiement du mois suivant, ces messieurs s'empresserent de saisir les recettes; on se rendit même à domicile chez les abonnés pour les faire payer d'avance. Ce fut ainsi que le dernier tiers fut payé ; mais les recettes se trouvaient absorbées, grâce à cette combinaison, et le déficit plus grand que jamais.

Pendant ce temps, les créanciersne restaient pas oisifs : les recettes étaient saisies par M. Cailhava pour location des décors, des juge

ments étaient obtenus au tribunal de commerce.

Les commissaires n'avaient plus le moindre intérêt à tendre la main à M. Fleury. Ils avaient ce qu'ils désiraient, c'est-à-dire l'obtention du privilége pour l'année prochaine.

Pour répondre à la demande de M. Fleury, Me Pine-Desgranges dit qu'il faut faire deux catégories parmi les artistes : 1º les chefs d'emploi; 2º les petits employés. Pour les premiers, le délai existe bien dans les engagements jusqu'au 10 du mois suivant, et encore Pengagement de M. Dermilly fait-il exception. Quant aux machinistes, ils sont payés de quinzaine en quinzaine.

M. Fleury, après s'être plaint très vivement, le 30 janvier, des commissaires, après avoir déclaré aux artistes que ceux-ci refusaient toutes ressources, et que, si on jouait jusqu'au 10 février, ces messieurs s'appliqueraient les recettes, écrit, le 31 janvier, à messieurs et dames des chœurs et autres employés ; il demande de nouvelles concessions, offrant 1/2 aux petits employés. Malgré cela, on joue le 31 janvier, on joue aux deux théâtres. Le 1er février, un concert est annoncé; la salle n'est pas ouverte par ordre du contrôle, qui connaît le refus de Porchestre de ne pas continuer son service. Le 2 février, M. le directeur fait apposer des affiches, mais c'est une mesure illusoire; c'est pour rejeter aux yeux du public tout le blâme sur les artistes. M. Fleury sait bien qu'on ne jouera pas; rien n'est prêt, et un procèsverbal de M. Brun, commissaire de police, le constate pour le théate des Célestins. Ce mème jour, une saisie frappe le modeste mobiter de M. le directeur, qui s'en constitue gardien, et dont la vente est indiquée pour le 11.

La demande n'est donc pas sérieuse, et si M. Fleury obtenait jahais les 3,000 fr. de dommages-intérêts par chaque jour de retard, l pourrait bien se faire que ce fussent là ses plus belles recettes. Et

puis, comment asseoir une condamnation raisonnable? comment distinguer la part de chances dans la responsabilité et dans la condamnation? comment savoir catégoriquement quel est celui qui a entravé le service? Le 2 février , le manque de représentation de l'opéra Ne touchez pas à la Reine provient il de la frèle et délicate M¹¹⁰ Hillen ou de MM. Barrielle et Boulo? L'administration n'a que trop tardé à sommer M. Fleury de tenir ses engagements; si elle l'eût fait il y a trois mois, on ne plaiderait pas aujourd'hui.

Ajoutons que, lorsque le refus existerait de la part des artistes, il n'en faudrait pas moins reconnaître qu'ils sont dans leur droit. Les artistes sont liés par leur engagement, mais à la condition d'être payés, et si le directeur leur annonce lui-même sa position, ils ont raison de refuser le service une fois le mois échu, car ils n'ont pri-

vilége que pour un mois. Me Pinc-Desgranges s'appuie ensuite sur l'article 1188 du code civil. Où sont les sûretés des appointements jusqu'au 10 février? M. Fleury est protesté, condamné, saisi; sa ruine est certaine et complète. Aussi, à cette demande ridicule les artistes répondent par une demande en déclaration de faillite. Nous la requérons par suite du mandat de M. Page, machiniste, qui a sa créance exigible et n'est pas payé. Qu'importe le désir de quelques créanciers d'empêcher cette faillite? Il sussit de la demande d'un seul créancier non payé pour l'obtenir. Que dis-je? Elle doit être prononcée d'office, car la cessation des paiements est de notoriété publique. Qu'on ne parle même pas d'un séquestre: il n'est plus temps. Le tribunal pro-

Conformément à ces conclusions, le tribunal a prononcé la faillite.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CHALON-SUR-SAONE.

Une affaire qui avait eu un certain retentissement dans notre cité attirait, samedi dernier, un nombreux auditoire à l'audience de la police correc-

Le ministère public poursuivait d'office un jeune sous-lieutenant du 49e de ligne, dont le bataillon, aujourd'hui à Macon, avait été naguère en garnison dans notre ville. Pendant son séjour à Châlon, le sous-lieutenant de M... avait eu des relations assez intimes avec M. le notaire S... pour emprunter à celui-ci une somme de 200 fr. payable au mois de décembre, sans intérêts jusqu'à l'échéance, et portant seulement un intérêt de 5 0/0 pour le cas où le billet serait prolongé

Quelque temps après M. de M... prétendit avoir reçu une lettre anonyme qui accusait M. S... d'avoir indiscrètement révélé à des tiers cette petite transaction amicale dont lui seul et son clerc avaient le secret. Grande irritation du jeune sous-lieutenant, au sujet de ce prétendu abus de con-

fiance, et réserve d'une explication sérieuse avec M. S...

M. de M... vint, en effet, à Châlon dans le mois de décembre; après avoir fait solder son effet et offrir avec insistance des intérêts que M. S... refusa avec non moins d'opiniâtreté, parce qu'ils n'avaient point été convenus pour le temps écoule, au lieu d'aller demander des explications au domicile de son ancien ami, M. de M... attendit que le hasard lui fournit une rencontre, ce qui eut lieu le lendemain sur le quai. Le lieutenant quitte deux officiers qui l'accompagnaient, aborde le notaire et veut entrer en explications. « Ce n'est point ici le lieu, lui répond-on; venez chez moi ou chez l'un de ces messieurs. » Le lieutenant insiste et commence la série de ses reproches. Le notaire réplique qu'il ne conçoit pas des récriminations injustes et sans motif spécieux contre un homme qui a prêté généreusement son argent. « Vous me l'avez prêté comme un juif. — C'est faux. — Vous êtes un petit misérable! » Et, là-dessus, le lieutenant s'éloigne et rejoint

M. le commissaire de police passait dans ce moment. «Je vous prends à témoin », lui crie M. S..., et, interpellant de loin M. de M...: « Répétez donc vos expressions, manant, misérable! » Jusque-là, il y avait compensation; mais M. de M... revient sur ses pas et donne un soufflet à M. S.. pour le provoquer en duel. Ici, l'égalité cesse, l'honneur militaire a dépassé les bornes de l'équité; car enfin, si l'on ne veut pas recevoir d'injures, il ne faut pas les provoquer.

M. S..., avant d'être notaire, a été sous-officier et connaît aussi bien qu'un autre de prétendues lois d'honneur auxquelles il a satisfait dans son temps; mais l'âge et la position nouvelle qu'il occupe lui ont fait envisager sous leur vrai jour les devoirs d'un homme d'honneur. Il y a des juges à Berlin; M. S... a porté plainte, une instruction a eu lieu, et M. de M... a

dù comparaître au banc des prévenus. La jeunesse, les bonnes manières, l'élocution fecile du trop irritable officier intéressent tout le monde. Il n'a point de défenseur, parce qu'il n'en voulait qu'un seul, qui n'a pu accepter sa défense, lié qu'il était avec M. S...; mais il propose lui-même un déclinatoire qui est rejeté, expose les faits avec modération, et cherche à se justifier par le point d'honneur militaire et même par l'approbation de ses chefs. Ce système, exposé en bons termes, ne saurait se soutenir devant la justice. M. Vernier, substitut de M. le procureur du roi, le combat avec vivacité en ce qui concerne le préjugé d'honneur qui consiste à se faire justice à soi-même et à en appeler à des armes qui n'ont été confiées au soldat que pour défendre la patrie. Néanmoins ce magistrat invoque lui-même des circonstances atténuantes.

Le tribunal, usant à son tour d'indulgence, tout en flétrissant ce vieux préjugé de duel et de sang, n'a condamné M. de M... qu'à 200 fr. d'a-

L'avocat de la partie civile, devant un prévenu sans défenseur, a refusé de prendre la parole dans l'intérêt de M. S..., qui n'avait que des explications honorables à fournir, et n'a réclamé aucuns dommages et intérêts. C'était une noble vengeance que tous les hommes de sens ontappréciée comme elle le meritait. Puisse cette leçon presque paternelle profiter à qui de (Patriote.)

Chronique.

On nous adresse, au nom de l'académie, la note suivante :

« L'academie de Lyon remet au concours i Eloge de Benjamin Delessert, contenant sa vie et ses travaux. Une médaille d'or de la valeur de six cents francs sera décernée à l'auteur du mémoire qui aura été jugé le meilleur. Les mémoires devront être adressés, avant le 1er août 1848, à M. Grandperret, secrétaire-général, ou à tout autre membre de l'académie. Un billet cacheté contiendra le nom de l'auteur et l'épigraphe du mémoire. »

On cerit de Baume-les-Dames (Doubs):

« Nos contrées sont, à la lettre, sillonnées par les loups : il n'est pas rare d'en rencontrer même en plein jour, ce qui rend le moindre trajet plus ou moins périlleux.

» Dans les premiers jours de janvier, deux enfants, l'un âgé de dix ans, et l'autre de huit, allaient mendiant leur pain, et venaient de quitter une ferme située à quelque distance du Grand-Crosey. Ils se dirigeaient vers ce dernier village, lorsqu'un loup se mit à les suivre d'assez près. Ces deux pauvres enfants, saisis de frayeur, se hâtaient d'arriver en lieu de sûreté, lorsque le plus jeune des deux glisse sur le chemin et se laisse tomber. Aussitôt le loup se précipite sur lui, le saisit et l'entraîne dans la forêt voisine. L'alarme donnée au village par le compagnon de la victime ne produisit que des recherches inutiles; l'enfant avait disparu avec son cruel ravisseur.

- On lit dans le Nouvelliste de Pontarlier :

Mercredi dernier a eu lieu le départ de la demi-batterie du 8e régiment qui tenait garnison à Pontarlier. Elle s'est rendue à Besançon pour rejoindre le corps du régiment.

- La continuité du froid a mis au dépourvu d'eau une infinité de localités de nos montagnes. Il est des fermes, hameaux et villages où les habitants sont obligés de faire plusieurs lieues afin de se procurer de l'eau pour les besoins de leur bétail.

» -Le 21 janvier, un violent incendie a éclaté dans la ville d'Or-

nans. Le seu s'est manifesté presque en même temps dans quatre maisons occupées par huit ménages. Elles ont été détruites avec le mobilier et les denrées qu'elles renfermaient. On n'a pu sauver que

» Grace à des secours actifs et bien dirigés, toutes les maisons voisines ont été conservées. La compagnie de pompiers d'Ornans a courageusement fait son devoir.

» La ville d'Ornans se félicite des secours que lui ont envoyés les communes de Montgesoye, Maizières, Chassagne et Malbrans.

» On cite, pour le dévouement qu'ils ont montré dans cette conjoncture, les frères de la doctrine chrétienne, les religieuses de la Sainte-Famille et deux religieuses de la Visitation. L'une d'elles est entrée dans la rivière et y a puisé de l'eau pendant plus d'une heure. La brigade de gendarmerie a travaillé de la manière la plus utile. »

- Le 29 janvier, le nommé Jean Querlioz chassait dans la commune de Châsse-sous-Feyzin (Isère), lorsqu'il fut rencontré par le brigadier de Saint-Jean-de-Bournay. A son approche, Querlioz jeta son chapcau à quelques pas, et, mettant en joue le brigadier, il lui signifia que, s'il dépassait son chapeau, il le tuerait. Assisté du gendarme Defaix, le brigadier est parvenu à arrêter Querlioz, déià repris de justice, et qui a été remis la disposițion de M. le procureur du roi.

ÉLECTIONS DU CONSEIL-GÉNÉRAL DU RHONE.

2me canton de Lyon.

DEUXIÈME TOUR DE SCRUTIN.

MM. Laforest, notaire 339

M. Laforest est ploclamé membre du conseil-général.

Spectacles du 6 février 1848.

GRAND-THÉATRE. - Les Précieuses ridicules, comédie. - Ne touchez pas à la reine, opéra-comique. — Le Malade imaginaire, comédie. Un Divertissement.

THÉATRE DES CÉLESTINS. - Martin et Bamboche, ou les Amis d'enfance, drame. - Les Bonnes d'enfants, ou une Soirée au Boulevard-Neuf, vaudeville.

Nonvolles diverses.

M. Ferrari, que les Etats-Romains appellent en ce moment pour réorganiser leurs forces militaires, a fait ses débuts sous les drapeaux de la France, du temps de l'Empire. Il combattit en 1814 dans nos rangs, lorsqu'il fut grièvement blessé près de Montereau par les Autrichiens. De 1830 à 1845, employé dans la légion étrangère en Afrique et en Espagne, il se tira toujours avec bonheur et gloire des positions diverses et difficiles où le placèrent les événements.

A Allo, en novembre 1836, la légion étrangère, entourée par les carlistes, semblait désespérer elle-même de son salut, lorsque Ferrari releva son courage, et parvint à exécuter sa retraite sans être entamé, sans perdre une giberne. Peu après, quand la légion, épuisée par cent combats et trois sois renouvelée, ne comptait plus guère que des officiers, Ferrari, devenu son chef, la réorganisa sur de nouvelles bases, et la confiance, l'attachement qu'il inspirait à ses subordonnés étaient tels qu'il put constituer et armer de fusils toute une compagnie d'officiers, retenus sous le drapeau espagnol par la considération du chef beaucoup plus que par la pensée d'un devoir déjà rempli

Malgré les immenses services que lui avait rendus le corps héroïque prêté par la France, le gouvernement espagnol, toujours livré à l'anarchie, semblait disposé à se montrer ingrat vis-à-vis des quelques braves qui avaient seuls échappé à la destruction. Devant ce nouveau genre de difficultés, montrant une capacité nouvelle et tout italienne, si nous osons dire, le chef pour ainsi dire nominal d'un corps qui avait presque entièrement péri réussit, par le plus heureux mélange d'habileté et de fermeté, à faire rendre justice à tous ses compagnons d'armes et d'infortune.

Après le licenciement de la légion, replacé en Afrique, Ferrari se vit presque aussitôt choisi par le maréchal Valée pour rester à Milianah, nouvellement conquis et presque changé en un monceau de

Ceux qui ont été enfermés avec l'intrépide commandant de la légion étrangère dans ces murailles relevées à la hâte n'oublieront amais ce qu'il déploya de courage, d'énergie, de ressources, en cette longue et terrible épreuve de cinq mois, pendant lesquels la garnison, complètement livrée à elle-même, bloquée par les populations environnantes, décimée par les maladies, finit par être réduite de 1,300 hommes à 200, non pas même valides, mais seulement en état de porter encore un fusil; car telle était la situation de la place lorsqu'on vint enfin la ravitailler. Sa vraie patrie réclame aujourd'hui le brave des champs de bataille de France, d'Algérie, d'Espagne. Celui qui a trouvé tant de courage et de capacité pour servir une patrie d'adoption, que ne fera-t-il pas pour celle qui l'a vu naître? Les talents de Ferrari ne scront pas moins que son cœur au niveau de la haute mission que veut lui confier Rome en voie de régénération.

— On écrit de Breslau, le 27 janvier :

« Les nouvelles qui nous arrivent de quelques parties de la Silésie dépeignent sous les couleurs les plus sombres la misère qui règne parmi les populations des campagnes : c'est surtout dans les cereles de Kybnik et de Pless qu'elle offre un aspect déchirant. Des bandes de mendiants de tout age errent dans les champs, sans abri ni ressource. Des milliers d'enfants restent orphelins. Il y a des maisons dont tous les habitants sont morts de faim et de froid.

» Le dénuement a fini par abattre toute énergie, éteindre tout espoir et étouffer jusqu'aux sentiments les plus profonds de l'humanite. A des offres de travail qu'on fait à ces malheureux, on les entend souvent répondre: « Autant vaut mourir, puisque le salaire » ne nous suffira pas pour nous et nos enfants. » Des enfants volent des aliments à leurs parents et se sauvent; des mères baillonnent leurs enfants et les abandonnent dans la neige.

» L'état actuel de ces populations n'est pas venu tout-à-coup; depuis quatre ans, c'est une succession non interrompue d'embarras, de gêne, de privations, qui se termine par le dénuement le plus affreux. La charité privée cherche, il est vrai, à lutter contre ces maux; on forme des comités de secours et de distribution d'aliments, mais les efforts des particuliers s'exercent sur une échelle trop restreinte pour faire face à l'étendue du mal. »

Nouvelles Etrangères.

ESPAGNE.

Les membres du congrès espagnol commencent à suivre l'exemple de nos députés. Pour la première fois peut-être depuis l'existence du gouvernos deputes. Pour la penna de la parodie, en Espagne, le congrès ne se trouvait pas encore en nombre pour délibérer une heure et demie après l'heure indiquée pour l'ouverture de la séance. Cinquante-six députés en tout étaient présents, et le réglement en exige au moins soixante et dix. Après l'appel nominal et beaucoup d'allées et de venues pour recruter quelques députés, on est enfin parvenu à en réunir le nombre exigé par le réglement, et le congrès a examiné l'élection de Fulgosio, nommé à Alicante. Cette élection validée, on a repris la discussion du projet de loi sur le notariat, dont les articles ont été approuvés jusqu'à l'article 34. Ces débats n'ont présenté aucun intérêt.

Le même jour, le sénat a continué la discussion générale du projet de loi tendant à l'ériger en corps de justice. Chose étrange ! le ministre de la justice et quatre des membres de la commission étaient absents! Ce projet a été encore combattu par Pena Aguayo et Luzuriaga, et défendu par Caneja et Calderon Collantes. Ce dernier s'est étayé de l'opinion de Montesquieu c'est fort bien sans doute, mais Montesquieu, bien que monarchique et modéré, comprenait le gouvernement représentatif un peu autrement que les modérés espagnols, n'en déplaise à ces messieurs.

Le lendemain, le sénat a continué l'examen de ce projet de loi ; mais, arrivé à l'article B, le président a proposé au sénat de suspendre la discussion jusqu'à ce que la commission fût présente. Il a fait observer que le sujet est en lui-même grave et important, qu'il intéresse indirectement le sénat, et qu'il est peu convenable de discuter un projet de loi lorsque la commission n'est pas présente pour le soutenir. La veille, en effet, sur cinq membres de la commission, un seul était présent, et ce jour-là deux seulement. Le sénat s'est rendu à ces observations et a levé la séance. On voit que l'exactitude des sénateurs est à peu près égale à celle des députés. Ces derniers, au reste, ont voté tant bien que mal quelques nouveaux articles du projet de loi sur le notariat, et ont entendu ensuite la lecture de quatre projets de loi dont nous aurons occasion de parler plus tard.

La séance du 27 a été consacrée encore par le congrès à la continuation de cette même discussion, qu'il a interrompue pour se rendre dans les bu

Une commission composée de Vistahermosa, de José de la Concha d'Alejandro Olivan, de Francisco Lujan et de Sanchez Toca, agissant au nom d'un grand nombre de députés et de sénateurs, a remis entre les mains du ministre de l'instruction publique et du commerce une pétition où il est demandé qu'en souvenir du mémorable traité de Vergara, et pour perpétuer la mémoire de ce grand événement, qui a éteint la guerre civile en Espagne, il soit fondé dans cette ville un établissement de sciences et d'arts de l'ordre le plus élevé. Il paraît que le ministre, s'associant à cette pensée et reconnaissant l'utilité qui peut en résulter pour les provinces de Vasconie, a répondu d'une manière tout-à-fait favorable.

– Le 27 de ce mois, à six heures de l'après-midi, Espartero, revêtu de l'uniforme de colonel du régiment d'infanterie de Soria, qu'il commanda d'une manière si brillante dans la dernière guerre civile, et tout bariolé de croix, de crachats et de plaques, a été prendre congé de la reine avant de partir pour Logrono, où l'appellent, dit-on, des intérêts de famille. Il était accompagné du colonel Barcastegui. Les journaux progressistes prétendent qu'il est sorti enchanté de la grâce et de l'amabilité avec laquelle il a été reçu. Toujours courtisan, et les journaux progressistes aussi!

- Francisco Pacheco, ex-président du conseil des ministres, ambassadeur à Rome destitué et député non réelu, est arrivé à Madrid de retour de son malencontreux voyage à Rome.

· L'Athénée progressiste, connu sous le nom de Porvenir, a fondé une chaire de socialisme qu'il a confiée à Moya, écrivain distingué. Si ce cours est fait convenablement, il ne pourra qu'être fort utile à la cause du progrès en Espagne. Il aura déjà rendu un service éminent s'il parvient à engager les écrivains et les publicistes espagnols à s'occuper un peu d'organi-

- On avait répandu des bruits exagérés sur la mortalité à Madrid dans ces derniers temps. Pour dissiper ces fausses terreurs, le chef politique a jugé à propos de publier un état officiel des personnes qui y sont mortes du 10 au 21 janvier inclusivement. Le nombre s'en est élevé à 547, dont 118 sont décédées à l'hôpital général.

- La Gaceta de Madrid a publié l'ordonnance suivante :

« 4º Ne porteront aucun préjudice à tout magistrat de l'ordre judiciaire pour sa nomination, son remplacement ou sa réhabilitation, les motifs poliiques pour lesquels il aurait été suspendu ou destitué de ses fonctions, eutil même abandonné sa charge ou son office par suite d'émigration pour des motifs semblables, et cela pourvu que lesdits magistrats justifient de leur aptitude, intégrité et bonne conduite subséquentes, et que les chambres gouvernementales des audiencias (cours royales) et les autres autorités reconnaissent la vérité de ces justifications après examen convenable.

» 2º En conséquence de ce qui est dit dans l'article ci-dessus, les greffiers, procureurs, notaires et autres officiers ministériels, en eas de vacance de l'office dont ils étaient propriétaires, seront préférés pour la nomination à ces emplois ou pour traiter avec les titulaires actuels. Dans le cas où les offices seraient occupés légalement, on s'occupera de dédommager les anciens propriétaires.

» Si les officiers ministériels n'avaient pas la propriété de leurs offices, on les préférera, toutes conditions égales, pour remplir les postes vacants.

S. S. le pape Pie IX a ouvert un emprunt de un million de piastres, formant, au change fixe de 5 fr. 40 c. pour une piastre, une

somme de 5,400,000 fr. Cet emprunt, qui a été voté par la consulte instituée récemment par S. S., est constitué en cinq pour cent au pair et doté d'un amortissement annuel de un pour cent du capital, augmenté de l'intérêt des sommes amorties. L'amortissement opèrera par voie de rachat, lorsque le cours sera au-dessous du pair, et par un remboursement au moyen d'un tirage au sort, lorsque le cours sera au-dessus

L'emprunt est divisé en obligations de cent piastres chacune soit de 540 fr.; les intérêts, payables également au change fixe de 5 fr. 40 c. pour une piastre, soit 27 fr. par obligation, seront acquittés, sans aucuns frais, soit à Rome, soit à Paris, soit même à Lyon, et par semestre, le 1er juin et le 1er décembre de chaque

Le premier semestre court déjà depuis le 1er décembre 1847.

La négociation de cet emprunt a été confiée par S. S. à la maison DELAHANTE et Ce, de Paris. Il est offert aux capitalistes qui, tout en cherchant un placement solide, voudront concourir à fonder sur des bases respectables le crédit du gouvernement romain, et à oider notre saint-père le pape Pie IX dans l'exécution de la grande œuvre conçue par S. S.

Les souscriptions seront centralisées à Lyon entre les mains de la compagnie dite l'Union lyonnaise, établie port Saint-Clair, 20. Les fonds en seront réalisés lorsque la somme allouée à chaque souscripteur sera fixée, cette somme pouvant être réduite d'après la masse des souscriptions qui seront faites.

Abonnement à l'année pour Habillements d'homme.

MM. CLAVA et MALLIN, marchands tailleurs, cours de Brosses, nº 11, à l'entresol, à la Guillotière, ont l'honneur de prévenir le public que les éléments qu'ils possèdent dans leur commerce leur permettent un mode de fourniture d'habillements d'homme qui ne peut manquer de convenir à ceux qui leur ont donné ou leur donneront à l'avenir leur confiance.

Ce mode consistera à fournir des vêtements à diverses époques de

l'année, se composant ainsi en totalité :

habit drap noir Sédan gilet blane ou satin noir | pour toilette,

pantalon satin noir

pardessus ou 1 paletot castor ou drap de couleur,

redingote drap,

pantalons (hiver, été et mi-saison),

gilets nouveautés, 1 habit fantaisie d'été,

En tout 12 articles, aux prix de 300, 350 à 400 francs, suivant la beauté en la finesse des tissus;

A LA CONDITION que les clients rendront, à chaque sin de saison, les habillements de MM. CLAVA et MALLIN que les premiers auraient portés la saison précédente. Les étoffes seront choisies par MM. les acheteurs, qui, à chaque

saison, viendront indiquer leurs goûts et le genre des coupes qu'ils adopteront suivant le caprice de la mode. Les marchandises employées sortiront toutes des premières fabri-

ques de Sédan et d'Elbeuf; elles seront variées et nombreuses. La coupe et la confection des vêtements étant dirigées par un des

associés, il est inutile de dire que les soins les plus minutieux prési-On traitera de gré à gré pour les paiements, ainsi que pour la

quantité de vêtements, si celle indiquée plus haut ne suffisait pas à l'acheteur. On abonne pour tous les pays.

Toux, catarrhes, grippes, toujours guéris RHUMES. par une scule boite de Tablettes Laroque au Lichen. — Prix: 1 f. 25 c. et 70 c. — Rue Saint-Polycarpe, 10; à la pharmacie des Célestins; Simon, à Vaise; Rigolot, à Saint-Etienne; Paquelin, à Châlon; Voituret, à Mâcon; Ravet, à Bourg.

Bourse de Paris du 4 février 1848. Bourse the avent Pouverture, à 74 43 et 47 4/2. Il a ouvert Le 5 0/0 a été fait, avant l'ouverture, à 74 68, puis il est retombé à 74 68.

Le 5 0/0 a été fait, avant rouverture, au parquet à 74 50. Il est monté à 74 65, puis il est retombé à 74 55, et il a fermé au parquet à 74 60, sans autres variations. Après la clôture, il est resté demandé à 74 65.— Affaires actives. Trois pour cent 74 65 CHEMINS DE FER Trois pour cent Quatre pour cent . . . 99 50 Quatre et demi pour cent. 404 » 99 50 Saint-Germain .-Versailles (rive droite). 665 Emprunt de 1847 Versailles (rive gauche) . 117 10 Paris à Orléans 1190 $75 \ 50$ Paris à Rouen. 911 25 Trois pour cent belge. . Rouen au Havre.

Avignon a Marseille Quatre 1/2 p. cent belge. Cinq pour cent belge. Récépissés Rothschild. . 95Cinq pour cent romain . Trois pour cent espagnol. Chemin du Nord. Banque de France . . . Paris à Strasbourg. . . . Banque belge Tours à Nantes Caisse Laffitte. 4085 Paris à Lyon Comptoir Ganneron . . . 990

BOURSE DE LYON. Cours des valeurs industrielles.

*

Obligations de Paris. . . 4315

Lyon à Avignon.

	.: 1								
NOMBRE DES ACTIONS.	VALEUR NOBINALE.	DÉSIGNATION DE L'ENTREPRISE OU SOCIÉTÉ.	PHIX FAIT	COURS DU JOUN.					
800	B 000	Compagnie lyonnaise contre l'incendie		-					
2,000	800	Société riveraine d'assurance	4,700						
2,000	1.000	Banque de Lyon.	495 3,570						
320	5,000	Banque de Lyon	6,750						
300	4,000	Société Ivon, des transp. RhSaône	4.700						
200	5,000	 Gondoles sur Saône p. marchandises 	4.900						
200		Compagnie de l'Aigle	10,000	i					
1.050	500	Compagnie du Rhône	000	l					
6,000		Canal de Givors	430	i					
5,200	5,000	Canal de Givors Lyon à Saint-Etienne	7,225	1					
430		- Id. Industrie des gérants	46,000	1					
		_ id. Industrie des fond	, , , , ,	!					
	5,000	Saint-Etienne à Andrézieux	ĺ	ł					
400		Fonderies et Forges de la Loire et de l'Ardèche Société des hauts-fourneaux d'Allevard	5,710	1					
400	5,000	Fonderie de la Mulatière.	6,500						
	500	- de l'Horme.		1					
	i	Bessége.	545						
	1	Mines de hounte Compagnie générale	1,410						
4,485	1,230	Dbligations de ladite compagnie.		1,023					
1,000			830	l					
.,,,,,,	.,	 Compagnie des mines des Littes. 	1 630	i					
2,500		 Compagnie du Villars	400	1					
5,000		Ponts Sur le Rhône	4 228	. I					
450	2.000		2,030						
300			1,600	ıl					
220		- de l'He-Barbe	1,455						
1,790	1	de Vaise	220	1					
	1	de Couzon		t					
1,300	1	Omnium	1,190						
	w 000	Union lyounaise	500						
l	5,000	Gare de Vaise.	5,123						
ł		Terrains de Vaise	100						
	₩.	Compagnie des Eaux de Villefranche	. 850						
i		ÉCLAIRAGE AU GAZ.							

EMISS.	NOMS DES VILLES.	D. PRIX			D. PRIX
500	Abbeville	500	440	Metz	980
500	Alais	275	1 500	i dezieres el Charleville	670
	Alencon	1	4.305	Milan	# C00
500	Angers	420	300	montenmar	307
500	Annouay	530	1 1	Montpellier	9.60
	Arles		30 0	MOURIDS	690
500	Autun.	200	1 500	Mulhouse	680
	Avignon		440	Naples	290
550	Baden-Baden	480	800	Nevers	400
- 00	Bédarieux	1 1	1	Padoue, Vicence, Trèves	1
	Bayonne	1 1	500	Parme.	500
430	Besancou	600	l .	Perpignan	250
1.000	Boulogne, Sèvres et S-Clou.	1,050	500	Plaisance	520
500	Bourg	550	300	IPuv	1 236
1.000	Bourges	200	500	Reims.	425
400	Clermont	420	430	Rennes.	520
280	Chambery	760		Riom	220
	Cherbourg et Lorient		ıl .	Rive-de-Gier	450
300	Colmar	125	730	Saone-et-Loire	1,315
700	Dijou		1)	[Saint-Chamoud	1.400
	Dole	270		Saint - Etienne	4.473
400	Florence	. 383	11	Strasbourg	1 4.400
	Gênes		11	Trarare	1 210
600	Grenoble	450		Trieste	500
	Guillotière	750	1 750	i frois villes du Midi.	1 575
	Laval	310	11 200	Troves	1 K∵0
	Limoges	325	טייס וו	Trugger	1 1.5%
	Livourne	185	ի 500	Tudine	J 520
I	Lodève		11 500	Valence	675
1,000	Lyon, Compagnie Perrache .	4.300	Ił	Venise	1,120
3,200	ol — nouvelle émission		11	1	1 "
				•	•

GRAINES. MM. JACQUEMET BONNEFONT père et fils, propriétaires, horticulteurs, marchands-grainiers, pépiniéristes à Annonay (Ardèche), sur les pressantes sollicitations d'un grand nombre de leurs correspondants, viennent de se déterminer à établir à Lyon un magasin qu'on trouvera pourvu de toutes les espèces de graines proposées dans leur catalogue. Ĉe magasin est tenu par M. A. Baborier, leur associé, gendre et beau-frère, qui a la signature de la maison. On pourra y adresser les demandes des autres produits de leurs cultures dont les divers catalogues seront adressés francs de port par la poste aux personnes qui les demanderont par lettre affranchie. - S'adresser à MM. Jacquemet Bonne-

PERROQUET. A vendre, pour cause de départ, un joli Perroquet vert et rouge, sachant bien parler. - S'adresser chez M. Pichon, rue Dumenge, nos 8 et (1571)40, au 1er, à la Croix-Rousse.

font père et fils, place Bellecour, 22, à Lyon. (1572)

CHEMIN DE FER DE PARIS A ROUEN.

Le dixième dividende sera payé chez MM. Bontoux, Delahante et Ce, port Saint-Clair, 19, à partir du 7 février. (2603)

PHRÉNOLOGIE appliquée à l'éducation des enfants et à déterminer la profession dans laquelle ils peuvent être remarqués. Séances tous les jours, de dix heures du matin à cinq heures du soir, rue Saint-Joseph, 7 .- Prix de l'analyse: 10 fr. par enfant.

'ASTILLES DE MINISTRE, BONBON PECTORAL,

Composé de végétaux gommeux et calmants. Remède pour les irritations de l'estomac et de la poitrine. — Place Bellecour, 12. — 1 f. la boite. (3464)

l'instant et pour toujours, sans ulcérer ouinfecter la bouche comme la Créosote, et dispense de faire arracher la dent.— Le flacon: 2 f., à Paris, rue meurs et pharmaciens du département.

Sève de Médoc.

Cette préparation donne aux vins le parfum du vin de Bordeaux et la propriété de se conserver. (7268)

Pâte Epilatoire.

de PAUL GAGE, pharmacien à Paris, les calme à

Elle enlève parfaitement le poil et le duvet sans altérer la peau. -- Chez VERNET, pharmacien, place des Terreaux, 13.

A Lyon, chez MM. Vernet, place des Terreaux; André,

COPATINE MEGE

repport de M. Cullerier, med. en chef de Phôp. des Vénéraes aussi les premiers med. de Paris n'emploient-lis plus que lui. Seu. il guérit en é jours les écoulements sans nausées, coliques ni maur d'estomac. La botte de 100 dragées ne coûtaut que 4 fr., c'est le sraitement le moins cher DÉPOT. JOZEAU, ph., r. Montmartre, 165, et dans les mellieures pharmacles.

placs des Célestins; Lardet, place de la Préfecture; Laroque, rue Saint Polycarpe, 10; Revol, Bouchard et nsies, quai d'Orléans, 31.-- A Saint-Etienne chez MM. Faure, rue de la Comédie; Perrier, place de l'Hôtel de-Ville; Galy, rue de Foy. — A GRENOBLE, chez M. Gabriel, rue Vaucansor. — A VALENCE, chez M. Guibert, Daruty et Bonnet. — A TAIN, chez M. Barrier; et dans toutes les honnes homes in the second of the contest of of the c toutes les bonnes pharmacies de France et de l'étranger.

PETIT CHIEN PERDU. Il a été perdu un petit Chien noir épagneul, de race anglaise, ayant tout le ventre, les quatre pattes et les yeux marqués de seu, répondant au nom de DASH. Celui qui le ramènera sera récompensé généreusement.

S'adresser cours Morand, nº 5, aux Brotteaux, chez le concierge. (1565)

Un jeune sculpteur désire trouver des AVIS. Un jeune sculpteur desire trouver des travaux de sa profession à exécuter, soit à Lyon, soit dans le dehors. Il donnera tous les renseignements désirables. — S'adresser rue de la Reine, no 55, à M. Croisel.

Contre les rats, taupes et cafards, Pâte phosphorée pour leur destruction prompte et infaillible. — Essence phosphorée contre les punaises, les fourmis et leurs œufs .- Par LARDET, pharmacien-droguiste, place de la Préfecture, 16,

SIROP PECTORAL DE MACORS Pour Rhumes, Grippes, Enroue nents et Irritations de Poitrine.

Ce Sirop, composé en 1784, est le type de tous les médicaments de ce genre préparés depuis cette époque; ses propriétés calmantes et expectorantes lui ont toujours sur eux conservé une supériorité incontestable et une préférence

A Lyon, chez l'inventeur MACORS, pharmacie Macors et Guilleminer, rue Saint-Jean, 30; à Paris, pharmacie FAYARD, rue Montholon, 18. On y trouve également le véritable sirop verwifuge pour les maladies des enfants.

Dépôts à Lyon.

M. Verner, pharmacien aux Terreaux M. LARDET, pharmacien, place de la Présecture. (3906)

MAISON. A louer de suite, une jolie Maison bourgeoise, située à Mornant (près de Lyon), avec cour, grand jardin, salle d'ombrage, lavoir et toute sorte d'agréments. On donnera la jouissance d'un très beau mobilier, le tout à un prix très modéré. — S'adresser, pour les renseignements, à M. A. Richoud, trésorier du Dispensaire, rue Tupin, 13.

PAULLINIA,

DE E. FOURNIER, PHARMACIEN A PARIS.

Ce Spécifique, maintenant si connu, réussit merveilleusement contre les migraines, les névralgies, gastralgies, et en général toutes les maladies ner-

Seul dépôt à Lyon, à la pharmacie F. Vallistrue de la Gerbe, n° 2. (1540)

GUERISON sans mercure, en 12 ou 15 jours, des maladies secretes, écoule ments, ulcères, etc., dartres, gale, rougeurs, rhu matismes. — S'adresser à la pharmacie, rue de Puzy, 6, à Lyon.

SIROP ET PATE PECTORALE D'ESCARGOTS PRÉPARÉS AU SUCRE CANDI.

Les enrouements, la grippe, l'asthme, les rhumes la coqueluche, les catarrhes, les irritations de la gorge et de la poitrine sont toujours guéris par l'usage du Sirop et de la Pâte d'Escargots.

Prix: 2 f. la bouteille et 1 f. 50 c. la boite avec Pinstruction, chez Malignon, pharmacien, grande ue Mercière, 11. (7182)

SIROP PECTORAL FORTIFIANT DU DOCTEUR CHAUMONNOT.

Préparé par POISSON, pharmacien de

S. A. R. LE DUC D'AUMALE,

Pour la guérison des bronches (GRIPPE), rhumes, catarrhes, et des maladies de poitrine. — Une MEDAILLE D'OR a été accordée à l'auteur. — Dépositaires pharmaciens: Victorin Biétrix Sionest Arjo, rue Neuve, 12, Vernet, place des Terreaux et Lardet, place de la Présecture, à Lyon; Michel rue de la Percherie, à Tarare; Arduin, à Ample puis; Voituret, à Villefranche; Couturier, à Saint-Etienne, Manier Etienne; Mercier, à Roanne; Lacroix, à Macon; Paquelin, à Châlon sur-Saône.

LYON. - IMPRIMERIE DE BOURSY FILS, Rus de la Poulaillerie, 49.